

LE GOUVERNEMENT BOLSONARO ET LE DÉCLIN DE LA DÉMOCRATISATION DE L'ÉDUCATION AU BRÉSIL

"(...) la participation populaire (...) n'est pas un slogan mais l'expression et, en même temps, la voie de la réalisation démocratique (...)"

Paulo FREIRE, A educação na cidade. 5e édition, São Paulo : Cortez, 2001. p. 75

L'éducation au Brésil s'est considérablement détériorée pendant les quatre années du gouvernement Bolsonaro, ce qui s'est traduit par une érosion démocratique majeure des processus éducatifs, de la planification et l'exécution budgétaire et de la conduite des politiques publiques en général. Les changements de ministre de l'éducation (5 ministres en 4 ans) ; l'échec de la garantie d'une école apolitique, l'influence des préceptes des religions néo-pentecôtistes et des philosophies conservatrices ; les coupes progressives et constantes des investissements publics à tous les niveaux de l'éducation ; l'affaiblissement des espaces collectifs de débat sur l'éducation aux niveaux municipal, des états et fédéral ; le retrait de l'approche intersectionnelle, plurielle et inclusive des thèmes concernant l'éducation ; la militarisation des écoles sont quelques-uns des exemples de la violence réelle et symbolique subie par l'espace éducatif brésilien entre 2019 et 2022.

Le présent article entend aborder deux facteurs principaux permettant de conclure à une détérioration généralisée de l'éducation brésilienne au cours de cette période : la réduction drastique des investissements et l'adoption d'une vision restrictive de l'éducation. [...]

AFFAIBLISSEMENT DÉMOCRATIQUE ET BUDGÉTAIRE DE L'ÉDUCATION

"Participer c'est discuter, c'est avoir une voix qui se fait entendre dans le domaine de la politique éducative des établissements, de la mise en œuvre des budgets. Sans une forte conviction politique, un discours démocratique toujours plus proche de la pratique démocratique, sans compétence scientifique, rien de cela n'est possible."

Paulo FREIRE, A educação na cidade. 5e édition, São Paulo : Cortez, 2001. p. 127

La crise de l'éducation a débuté dès les premiers jours du gouvernement Bolsonaro, avec la nomination du premier ministre d'État, qui ne restera en poste que trois mois. Adepte de la pensée du gourou de la droite brésilienne, Olavo de Carvalho, la gestion de Ricardo Vélez Rodríguez en tant que ministre a été marquée par une méconnaissance de la réalité brésilienne, l'absence de projet national, des désaccords avec la frange militaire et des déclarations embarrassantes, comme lorsqu'il a demandé aux directeurs d'école de filmer les élèves lisant une lettre qu'il avait écrite, se terminant par des slogans de la campagne politique présidentielle, et d'envoyer les enregistrements au ministère, ou lorsqu'il a insisté sur le fait qu'il n'y avait pas eu de coup d'État militaire au Brésil en 1964. Son successeur a été « l'olaviste » Abraham Weintraub, dont les déclarations ont généré des tensions permanentes avec la Cour suprême (STF) - allant même jusqu'à prendre publiquement position contre ses ministres et contre tous les Brésiliens, en 2019, lors de la « correction » des notes finales à l'examen national du secondaire (Enem), examen clé pour accéder à l'enseignement supérieur au Brésil ; aidé par le Congrès national et les militaires membres du gouvernement. Carlos Decotelli, annoncé comme nouveau ministre de l'éducation, n'a pas pu prendre ses fonctions parce qu'il avait falsifié son curriculum et s'était rendu coupable de plagiat dans sa production scientifique.

Par la suite, Milton Ribeiro, pasteur évangélique, a été nommé, ouvrant une crise sans précédent au sein du ministère de l'éducation du Brésil (MEC) : graves accusations de corruption impliquant le budget de l'éducation et des pasteurs évangéliques ; demande de licenciement de 37 employés de l'Institut national d'études et de recherches pédagogiques Anísio Teixeira (Inep), organe du MEC responsable de l'examen Enem ; accusations de harcèlement moral de la part de la direction du ministère à l'égard d'employés ; discours empreints de préjugés à l'encontre des homosexuels et des enfants handicapés ; usage par le pasteur-ministre d'une arme à feu découverte après un tir accidentel dans un aéroport, entre autres incidents graves. À cette époque, le MEC s'est distingué par la publication, avec des fonds publics, de bibles qui toutes contenaient une photo du ministre, qui a fini par être arrêté. Finalement, face au chaos, lors de la dernière année du gouvernement Bolsonaro, le MEC a été confié à son secrétaire exécutif, Victor Godoy, qui a eu une attitude plus discrète mais a tout de même procédé à d'importantes coupes budgétaires.

Malgré les constants changements de ministres, la politique éducative du gouvernement Bolsonaro s'est avérée stable en termes de réductions budgétaires et d'attribution des ressources. L'enseignement en maternelle et au primaire a subi une baisse de 15 % ; l'enseignement supérieur a subi des blocages et des imprévus importants, rendant sa planification et son application impossibles. Pendant la pandémie, la gestion de l'éducation a été terrible, aucun investissement pour garantir l'accès à la technologie et à internet pour les étudiants les plus pauvres, et très peu de soutien aux enseignants. Les inégalités éducatives entre les élèves des écoles publiques et ceux des écoles privées se sont encore creusées, aggravant ainsi la crise de l'éducation dans le pays.

AFFAIBLISSEMENT DÉMOCRATIQUE DES VOIX DE L'ÉDUCATION

"Personne ne vit pleinement la démocratie ni ne contribue à la faire grandir, si son droit de parler, d'avoir une voix, de tenir un discours critique n'est pas respecté et s'il ne s'engage pas, d'une manière ou d'une autre, dans la lutte pour la défense de ce droit, qui est aussi le droit à agir".

Paulo FREIRE. Professora sim, tia não. Cartas a quem ousa ensinar. 1ère édition, São Paulo : Olho d' Água, 1993, p. 88

Le gouvernement Bolsonaro a adopté dans le domaine de l'éducation une idéologie d'extrême droite, qui propose une éducation avec une perspective conservatrice et religieuse fondée sur des valeurs néo-pentecôtistes, valorisant le mérite et les coutumes traditionnelles, le discours d'une école apolitique et la création d'écoles "civico-militaires". Ils ont ainsi fini par accomplir ce qu'ils ont tant critiqué, sans aucun fondement, par rapport aux gouvernements précédents, à savoir le conditionnement idéologique de l'éducation. Ils ont ainsi cessé de valoriser la laïcité dans les écoles, n'ont pas tenu compte des immenses inégalités socio-économiques de la population brésilienne, ont ignoré les différentes identités sur lesquelles se superposent vulnérabilités et oppressions, en plus de militariser plusieurs écoles existantes.

Le gouvernement Bolsonaro a insisté sur la créationnisme, en se concentrant sur les différences biologiques entre les élèves et en ignorant les déterminants du genre, de la race, de l'ethnicité, des religions non-chrétiennes, en plus des personnes handicapées et neuroatypiques, des migrants et des réfugiés. Dans la même ligne, l'éducation rurale a également subi une profonde dévaluation, oubliant les familles des petits et moyens agriculteurs et investissant dans l'agrobusiness. La défense de l'enseignement à domicile et de l'enseignement à distance a également été constante au cours de ces quatre années.

De même, les conférences sur l'éducation, qui se tenaient depuis les gouvernements du Parti des Travailleurs, et qui étaient des lieux de discussions collectives et de transmission de propositions

construites par les délégués élus, concernant la politique éducative au niveau local, des états et fédéral ont été vidées de leur sens.

La politique brésilienne en matière d'éducation se décidait exclusivement dans le bureau du ministre, avec ses conseillers, où prévalait une conception restrictive et excluante, dans laquelle la voix des éducateurs et des étudiants était réduite au silence et empêchée de lutter pour le droit à l'éducation.

4. CONCLUSION

Au vu de ce qui précède, il est clair que le gouvernement Bolsonaro a fait le pari de la dégradation de l'éducation au Brésil, en particulier dans l'enseignement public. Les enseignants ont été discriminés, les étudiants n'ont pas été respectés, les politiques et les équipements éducatifs ont été désorganisés, les écoles militarisées. Ce qui a eu pour conséquence une détérioration du modèle éducatif démocratique.

À aucun moment, la participation populaire n'a été sollicitée dans le domaine de l'éducation. Et l'épigraphe de ce travail fait précisément référence à la pensée de Paulo Freire, pour qui la participation populaire est la voie de la réalisation démocratique de la *polis*. Une participation qui devrait se traduire par l'expression de la voix concernant la politique éducative et son budget, comme indiqué dans la citation qui ouvre le point 2. Sans voix, la démocratie ne peut être pleinement vécue, comme indiqué dans la pensée de Paulo Freire qui ouvre le point 3.

L'élection de Lula à la présidence du Brésil, en novembre 2022, pourrait signifier la reprise d'un processus éducatif démocratique. Il faut, pour cela, restaurer les attributions des Conférences et renforcer l'enseignement public, au même niveau d'excellence que l'enseignement privé. Le chemin passe par la consolidation des structures éducatives, du MEC, des écoles et salles de classe. Le Fundeb¹ doit recevoir des investissements, la loi *Plancher salarial*⁽²⁾ doit être appliquée, le programme d'enseignement pour les lycées doit être revu. Il faut arrêter d'encourager l'enseignement militaire, l'enseignement à domicile et l'enseignement à distance. Il est nécessaire de renforcer l'enseignement des sciences humaines et aussi d'exiger la vaccination des étudiants, qu'ils soient enfants, jeunes ou adultes.

L'éducation doit, à nouveau, être considérée comme un investissement, car elle est l'instrument primordial de l'émancipation des personnes et d'une véritable démocratisation de notre pays.

Tatyana Scheila Friedrich,

professeur de droit international privé à l'université fédérale du Paraná et associée fondatrice de l'Institut Edésio Passos, membre du Réseau sans frontières et de la CLADE : campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation.

Paulo Illes,

philosophe, représentant externe de l'Organisation pour une citoyenneté universelle, ancien coordinateur des politiques pour les migrants de la ville de São Paulo, fondateur du Centre pour les droits de l'homme et la citoyenneté du migrant à São Paulo et coordinateur du Réseau sans frontières.

(1) Le Fonds pour le maintien et le développement de l'éducation de base et la valorisation des professionnels de l'éducation (Fundeb) est un fonds spécial pour le financement de l'enseignement public

(2) Loi datant de 2008 et instaurant un salaire plancher pour les professionnels de l'enseignement public